



Paris, le 30 août 2011

Monsieur le Premier Ministre,

Alors que près d'un Français sur deux n'a pu partir en vacances cette année, vous venez d'annoncer, au nom du Gouvernement, votre intention d'augmenter le taux de TVA du prix d'entrée des parcs à thème qui passerait ainsi de 5,5% à 19,6%.

En France, il y a plus d'une centaine de parcs à thème. D'envergure locale, nationale ou internationale, ces derniers sont la plupart du temps installés dans des zones rurales, font office de « locomotives » économiques et touristiques et attirent un public familial français et étranger.

La décision du Gouvernement d'augmenter la TVA du prix d'entrée des parcs à thème, si elle était entérinée, aurait des conséquences particulièrement dramatiques :

- Tout d'abord pour les familles les plus modestes, car elles seront les premières à faire les frais de cette décision et n'auront plus accès financièrement aux parcs à thème.
- Ensuite pour les parcs à thème eux-mêmes, parce que cette mesure va mettre un coup d'arrêt à leur dynamisme. La baisse de fréquentation ou l'impossibilité d'investir vont déstabiliser ces entreprises qui se doivent d'innover et qui créent des emplois.
- Enfin, pour des régions entières, car cette mesure va déstabiliser l'économie touristique. Ce sont des milliers d'emplois indirects qui vont être menacés dans des domaines aussi divers que la restauration, l'hébergement, l'animation, et dans les très nombreuses entreprises sous-traitantes.

Par ailleurs, cette mesure serait également un frein à la compétitivité et à l'attrait de notre pays puisqu'elle instaurerait une concurrence déloyale à l'échelle européenne : les parcs à thème de nos voisins européens conserveront de leur côté un taux de TVA de 5,5%.

Les entreprises qui innovent et qui recrutent ne doivent pas être mises en difficulté, elles doivent au contraire être soutenues dans la poursuite de leurs investissements.

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons, Monsieur le Premier Ministre, de bien vouloir revenir sur cette proposition. Il en va de l'avenir de milliers d'emplois, il en va du dynamisme économique et touristique de nos départements.

Comptant sur l'attention que vous porterez aux enjeux du tourisme familial de qualité, nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.